

RCS : ST NAZAIRE

Code greffe : 4402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST NAZAIRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00030

Numéro SIREN : 448 771 311

Nom ou dénomination : RESIDENCES

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2022 sous le numéro de dépôt 3866

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 22 Juin 2022

L'an deux mille vingt deux, Le 22 Juin,
A 15 heures 30,

Les Associés de LE PIN LE LAC-RESIDENCE, société en nom collectif, au capital de 5010 euros, divisé en cinq cent une (501) parts sociales de un euro (10 €) chacune, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au domicile du Gérant, Mr PIERRE Jean-Yves – 2 Rue de Kerbinou - 44350 GUERANDE, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- Mr Jean-Yves PIERRE possédant 250 parts
- Mr Patricl MALLEGOL possédant 251 parts

seuls associés de la société, et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée, et peut valablement délibérer. Elle est présidée par Mr PIERRE, gérant associé. Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- modification des statuts suite à la signature de la cession de 249 parts sociales numérotées de 2 à 250, détenues par la SNC LE PIN LE LAC HOLDING à Mr PIERRE Jean-Yves, gérant associé, et suite à la signature de la cession de 251 parts sociales numérotées de 251 à 501, détenues par la SNC LE PIN LE LAC HOLDING à Mr MALLEGOL Patrick.
- Nomination d'un nouveau gérant, remplacement de Mr PIERRE
- Modification de la raison sociale: le nouveau nom sera RESIDENCES
- Modification de l'objet social

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

La feuille de présence

Le Président rappelle que l'agrément des cessions des parts sociales entre les associés et l'agrément du nouvel arrivant Mr MALLEGOL, ont été validés en Assemblée Générale extra-ordinaire du 1 Juin 2022. L'assemblée lui donne acte de ces déclarations. Le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis, personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

- **Première résolution**

L'assemblée générale, au vu de la signature des deux cession de parts sociales décide de modifier les 2ème et 3ème alinéas de l'article 7 des statuts de la SNC de la façon suivante:

« Jean-Yves PIERRE 1 part
numérotée 1

La SNC LE PIN LE LAC – HOLDING 500 parts
numérotées de 2 à 501 »

devient

« Jean-Yves PIERRE 250 parts
numérotée de 1 à 250

Patrick MALLEGOL 251 parts
numérotées de 251 à 501 »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

- **Deuxième résolution**

L'Assemblée générale décide de nommer Mr Patrick MALLEGOL nouveau gérant de la société, en remplacement de Mr PIERRE, pour une durée illimitée. Mr MALLEGOL prendra ses fonctions le 1er juillet 2022. Par conséquent, les 2ème et 3ème alinéas de l'Article 14 des statuts sont entièrement remplacés par:

« Mr Patrick MALLEGOL, né le 15 Juin 1968 à Rennes (35), de nationalité Française, demeurant 1 Allée de l'Amiral 44500 La Baule-Escoublac, est nommé gérant de la société, pour une durée illimitée.

Mr Patrick MALLEGOL déclare qu'aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat; »

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

- **Troisième résolution**

L'Assemblée Générale décide de changer le nom de la raison sociale: la société s'appelle RESIDENCES. cette décision prend effet le 1er juillet 2022.

En conséquence, le 1er alinéa de l'Article 3 des statuts devient:

«La dénomination de la société est: RESIDENCES »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés.

pn sup

• **Quatrième résolution**

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de modifier l'objet social de la société. Cette modification prend effet le 1er Juillet 2022. L'article 2 des statuts est entièrement remplacé par:

«L'acquisition, la construction et la revente de bien et droits immobiliers, d'immeubles tant à usage d'habitation qu'à usage d'activités économiques en vue de leur revente, en qualité de marchand de bien, et plus généralement toutes opérations de quelques natures qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement et la réalisation.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

À titre indicatif et non limitatif cet objet comprend les activités suivantes :

- *l'acquisition par voie d'apports ou autrement et éventuellement la prise à bail de tous les immeubles bâtis et non bâtis, biens et droits immobiliers en vue de la construction et l'aménagement, éventuellement après démolition des constructions existantes, d'immeubles collectifs ou individuels,*
- *la réalisation de toutes opérations immobilières ou d'aménagement,*
- *la vente des immeubles bâtis en bloc ou par fraction soit après achèvement des travaux au comptant ou à terme, soit en l'état futur d'achèvement,*
- *la réalisation de tous travaux d'amélioration et de toutes installations nouvelles, conformément à la destination desdits immeubles,*
- *l'activité de construction exercée sous le couvert de sociétés civiles de construction- vente régies par l'article 239 ter du Code Général des Impôts, de sociétés en nom collectif ou de sociétés transparentes,*
- *l'étude, le conseil, le montage, le management, l'organisation, le suivi, le contrôle et l'exploitation de tout objet de caractère immobilier ou relatif à des équipements de caractère publics ou privés,*
- *l'administration en toutes qualités que permettront la loi, la jurisprudence et les présents statuts, de toutes les sociétés immobilières ou de prestations de services constituées ou à constituer, quelles que soient leurs formes,*
- *l'emploi de capitaux disponibles à des prises de participation, prêts ou avances au profit de ces sociétés immobilières,*
- *l'achat de biens immobiliers, terrains ou immeubles bâtis, en vue de les revendre en bloc ou par lot après division.»*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

• **Cinquième résolution**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le gérant et tous les associés présents ou représentés.

Mr MALLEGOL Patrick

gérant

(bon pour acceptation du mandat de gérant)

Mr PIERRE Jean-Yves



bon pour acceptation du mandat de gérance

SNC RESIDENCES

Société en Nom Collectif au Capital de 5.010,00 €

siège social: 4 Boulevard du Nord
44350 Guérande

RCS SAINT-NAZAIRE 448 771 311

STATUTS

Mis à jour le 22 juin 2022

Signature

ARTICLE 1^{er} FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société en nom collectif régie par les présents statuts ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 2 OBJET

L'acquisition, la construction et la revente de bien et droits immobiliers, d'immeubles tant à usage d'habitation qu'à usage d'activités économiques en vue de leur revente, en qualité de marchand de bien, et plus généralement toutes opérations de quelques natures qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement et la réalisation.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

À titre indicatif et non limitatif cet objet comprend les activités suivantes :

- * l'acquisition par voie d'apports ou autrement et éventuellement la prise à bail de tous les immeubles bâtis et non bâtis, biens et droits immobiliers en vue de la construction et l'aménagement, éventuellement après démolition des constructions existantes, d'immeubles collectifs ou individuels,
- * la réalisation de toutes opérations immobilières ou d'aménagement,
- * la vente des immeubles bâtis en bloc ou par fraction soit après achèvement des travaux au comptant ou à terme, soit en l'état futur d'achèvement,
- * la réalisation de tous travaux d'amélioration et de toutes installations nouvelles, conformément à la destination desdits immeubles,
- * l'activité de construction exercée sous le couvert de sociétés civiles de construction- vente régies par l'article 239 ter du Code Général des Impôts, de sociétés en nom collectif ou de sociétés transparentes,
- * l'étude, le conseil, le montage, le management, l'organisation, le suivi, le contrôle et l'exploitation de tout objet de caractère immobilier ou relatif à des équipements de caractère publics ou privés,
- * l'administration en toutes qualités que permettront la loi, la jurisprudence et les présents statuts, de toutes les sociétés immobilières ou de prestations de services constituées ou à constituer, quelles que soient leurs formes,
- * l'emploi de capitaux disponibles à des prises de participation, prêts ou avances au profit de ces sociétés immobilières,
- * l'achat de biens immobiliers, terrains ou immeubles bâtis, en vue de les revendre en bloc ou par lot après division,

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination de la Société est : SNC RESIDENCES

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société en nom collectif" ou des initiales "S.N.C."

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 4 Boulevard du Nord 44350 GUERANDE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.



ARTICLE 5 DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 5.010 € (cinq mille dix euros)

I - Il est divisé en 501 parts sociales de 10 € (dix euros)

II - Les associés peuvent à l'unanimité apporter toutes modifications au capital social.

Les sommes constituant les apports en numéraire ont été effectivement versées dans la caisse sociale.

ARTICLE 7 PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Jean-Yves PIERRE numérotées de 1 à 250	250 parts
---	-----------

Patrick MALLEGOL numérotées de 251 à 501	251 parts
---	-----------

Total égal au nombre de parts composant le capital social :	501 parts.
--	-------------------

ARTICLE 8 COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

ARTICLE 10 INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

5/10 P1

ARTICLE 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelque main qu'elle passe. La possession d'une part entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les associés ont tous la qualité de commerçant et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Entre associés, chacun d'eux ne répond des dettes sociales qu'en proportion de ses droits dans le capital.

ARTICLE 12 CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne sont pas négociables. Elles ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

L'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts notifie son projet à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant toutes précisions sur le cessionnaire proposé, le nombre de parts cédées ainsi que le prix convenu.

La gérance consulte les associés et propose les modifications nécessaires aux statuts dans le mois de la réception de la notification, puis notifie le résultat de la consultation à tous les associés par lettre recommandée dans les huit jours de son intervention.

En cas de refus d'agrément, la cession n'a pas lieu et l'associé cédant reste propriétaire des parts qui devaient être cédées.

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue entre les associés survivants auxquels s'ajoutent les conjoint et héritiers de l'associé décédé titulaire de parts sociales du capital.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent lorsque le décès ne laisse subsister qu'un seul associé survivant, lequel exerce, s'il y a lieu, la faculté d'agrément reconnue par les statuts. Le cas échéant, il dispose du délai de un an prévu à l'article 1844-5 du Code civil pour régulariser la situation.

Les héritiers et conjoint d'un associé décédé doivent justifier de leur qualité auprès de la Société dans le mois du décès ; la gérance, de son côté, peut exiger à tout moment de tout intéressé et de tout notaire la justification de la qualité desdits héritiers et conjoint par la production de tout document approprié.

La disparition de la personnalité morale d'un associé, intervenant pour quelque cause que ce soit, est assimilée au décès d'un associé.

ARTICLE 13 FAILLITE, INTERDICTION ET INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La faillite, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société. Celle-ci continue entre les autres associés à moins que ceux-ci ne décident à l'unanimité de la dissoudre dans les trois mois de la date à laquelle est devenue définitive l'une des sanctions précitées.

Dans le cas de continuation, la valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Le remboursement aura lieu dans les deux mois de la notification du rapport de l'expert.



Les dispositions qui précèdent s'appliquent également, de convention expresse, quand un associé fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale de son entreprise.

ARTICLE 14 GERANCE

Les associés désignent par décision extraordinaire un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non, avec ou sans limitation de durée.

Monsieur Patrick MALLEGOL, né le 15 Juin 1968 à RENNES (35), de nationalité française, demeurant 1 Allée de L'Amiral 44500 LA BAULE-ESCOUBLAC, est nommé gérant de la société, pour une durée illimitée.

Monsieur Patrick MALLEGOL déclare qu'aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Si une personne morale est gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cette personne morale doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner sans délai son remplaçant.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou tous objets déterminés.

La révocation d'un gérant associé est décidée à l'unanimité des autres associés. La révocation d'un gérant non associé intervient sur décision ordinaire des associés.

Toute révocation décidée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts.

La démission d'un gérant ne met pas fin à la Société. Elle prend effet dans les 3 mois qui suivent l'envoi d'une notification par le gérant à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai.

Le démissionnaire, s'il est associé, reste membre de la Société à titre de simple associé en nom, à moins que la démission n'intervienne d'office du fait de l'un des événements évoqués dans l'article précédent.

ARTICLE 15 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16 DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, mais la tenue d'une assemblée est obligatoire si elle est demandée par un associé ou s'il s'agit de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

4/10 p9

Les décisions qualifiées d'extraordinaires sont celles qui comportent ou entraînent, directement ou indirectement, la modification des statuts, notamment celles qui portent sur l'agrément des cessions de parts sociales, sur la nomination et la révocation des gérants et la fixation de leur rémunération.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions extraordinaires sont prises à l'unanimité des associés.

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans le champ d'application des décisions extraordinaires, notamment les décisions sur l'approbation des comptes annuels et la fixation des dividendes à distribuer.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions ordinaires sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

L'assemblée est convoquée par la gérance au moyen d'une lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et à laquelle sont annexés le texte des résolutions proposées par la gérance ou par un associé, le rapport de la gérance, les comptes annuels, s'il s'agit de statuer sur l'approbation des comptes, et le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes.

L'assemblée se réunit au siège social, à tout autre endroit du département de celui-ci ou des départements limitrophes. Elle est présidée par le gérant associé. A défaut, l'assemblée désigne le président de séance parmi les associés présents. L'assemblée peut désigner un secrétaire de séance, associé ou non.

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son rapport écrit, le texte de la ou des résolutions proposées, un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 17 EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 18 AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.



Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 19 DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle que soit la cause de celle-ci. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est assurée par le ou les gérants en fonction lors de l'intervention de la dissolution, ou par un ou plusieurs liquidateurs nommés par les associés par décision ordinaire, lorsque aucun gérant en exercice n'accepte le mandat de liquidateur ou en cas de décès, démission ou révocation du liquidateur.

Sous réserve de ce qui précède, la liquidation intervient dans les conditions fixées par la loi sur les sociétés commerciales.

Après extinction du passif et remboursement des comptes courants d'associés s'il en existe, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Si, au contraire, des pertes subsistent, elles incombent aux associés dans la même proportion.

ARTICLE 20 CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

ARTICLE 21 PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean-Yves PIERRE et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

